



The Hunting Ground



Synopsis

Les créateurs de *The Invisible War* s'interrogent sur l'importance des crimes sexuels sur les campus universitaires américains, leur dissimulation par les institutions et les ravages qu'ils créent chez les étudiants et leurs familles. Les chiffres sont sans appel : une femme sur cinq est agressée sexuellement dans les facultés américaines. Pourtant, seule une infime fraction des victimes portent plainte, et lorsque ces actes sont dénoncés, les auteurs sont rarement inquiétés. Le film suit plusieurs victimes d'agression qui tentent de poursuivre leur lutte pour la reconnaissance et la justice malgré une forte pression de l'institution et le traumatisme.

Réalisateur



Kirby Dick

Kirby Dick est un réalisateur de documentaire reconnu, dont chaque film propose une enquête sur les dérives passées sous silence au cœur du système américain. Avant *The Hunting Ground*, son projet *The Invisible War* – une enquête retentissante sur les viols au sein de l'armée américaine – a raflé une série de prix prestigieux, notamment le prix du Meilleur documentaire aux Emmy Awards. En 2004, son film *Twist of Faith* lui a valu une nomination aux Oscars dans la catégorie du Meilleur film documentaire.

Liens avec les programmes scolaires

Education morale et civique (Seconde) :

Thèmes du programme de Seconde : Égalité et discrimination — les discriminations sexistes, vers l'égalité entre les hommes et les femmes ; agir contre le harcèlement et les discriminations entre élèves
Quels sont les différents acteurs de discrimination révélés dans *The Hunting Ground* ? Quelles modalités d'action émergent pour combattre le harcèlement mais surtout le tabou qui l'entoure, et quels sont leurs impacts ?

Anglais (Seconde – Première – Terminale) :

Sujets de discussion : Les facultés américaines, les revendications féministes et étudiantes, égalité et sexualité, le combat d'une minorité
Le « rêve américain universitaire » : quelle(s) face(s) cachée(s) ? Comment aborder les tabous et enclencher le dialogue ? Quels sont les acteurs en jeu dans la polémique que soulève *The Hunting Ground* ?

Option cinéma (Terminale) :

Thème : Documentaire, réalisation et montage
Comment est découpé et rythmé le documentaire, quels sont les effets sur le spectateur ? Dans quelle mesure les réalisateurs sont-ils présents dans le rendu de leur travail ? Jouent-ils sur la réflexion, l'émotion, et comment s'y prennent-ils dans les deux cas ? Quelles sont les grandes étapes à envisager lors de l'organisation et la construction d'un documentaire tel que celui-ci ? Quels sont les défis spécifiques au travail de documentaire à anticiper lors de sa création ?

Autre pistes de réflexions transversales

- Définitions et combats du féminisme dans le monde
- Evolution de la position des femmes dans l'univers familial, scolaire, et professionnel — tendances et divergences à l'échelle internationale

- Les différences juridiques selon les modèles nationaux dans le traitement des agressions sexuelles
- Le système de fraternités et de sororités des facultés américaines
- Influence du modèle universitaire anglo-saxon dans le monde : quelles forces ? quelles faiblesses ? quels obstacles culturels avec la France, par exemple ?

Définitions : agression sexuelle/Title IX/fraternité, sororité/varsity

D'après la définition du Département de la Justice des Etats-Unis, **une agression sexuelle** (« sexual assault ») constitue n'importe quel **type de contact ou de comportement sexuel** qui a lieu **sans le consentement explicite** de la personne qui le reçoit. Ceci ne se résume ainsi pas au viol, mais inclue toute menace et tentative forcée à nature sexuelle.

Title IX est le nom donné à un **amendement voté en 1972 aux Etats-Unis qui interdit toutes discriminations fondée sur le sexe** dans les programmes d'éducation soutenus par l'État. C'est notamment lui qui a permis d'ouvrir aux femmes la porte des compétitions sportives universitaires, jusqu'alors uniquement masculines. Les protagonistes du documentaire, à commencer par Annie E. Clark et Andrea Pino, se mobilisent avec d'autres victimes d'agressions sexuelles afin de porter plainte contre leurs universités, en dénonçant notamment la violation de cet amendement.

Les **fraternités et sororités**, parfois appelés « Greek letter organizations » ou « Greek life » sont des **organisations fraternelles sociales étudiantes au sein des campus nord-américains**. Celles-ci ne sont **pas mixtes**, les fraternités étant réservés aux garçons, et les sororités aux filles. Avant d'y rentrer, les nouveaux étudiants doivent au préalable être acceptés par la communauté ; l'appartenance a aussi un coût financier plus ou moins important. Parfois, la période de recrutement nommée « rush », qu'un certain nombre préfèrent garder secrète, entraîne d'importantes dérives. Une fois l'élève intégré, sa communauté lui apporte généralement un logement, du soutien dans la vie universitaire, un accès à l'information et à la participation d'événements, et un réseau amical et plus tard professionnel de longue durée.

Le « **varsity team** » désigne les **équipes sportives de haut niveau** des campus américains. Leurs athlètes bénéficient souvent d'un certain nombre de privilèges, notamment en terme d'aide financière lors du recrutement.

Agressions sexuelles dans les facultés américaines en chiffres

- **Une femme sur cinq** est agressée sexuellement.
- **88% des étudiantes** ayant été agressées sexuellement **ne rapportent pas ces événements** aux autorités académiques, policières, ou judiciaires.
- Moins de **8% des hommes** commettent **plus de 90%** des agressions sexuelles.
- Alors que **moins de 4% des étudiants masculins sont des athlètes** au niveau universitaire, ils commettent au **moins 19% des agressions sexuelles**.
- Entre 2009 et 2013, **135 agressions sexuelles** ont été reportées à l'université d'Harvard, et **10** ont abouti à des **exclusions définitives** ; entre 1996 et 2013, **259 agressions sexuelles** ont été reportées à l'université de Stanford, et **une seule** a abouti à **une exclusion définitive** ; pour l'université de Caroline du Nord ou l'université de Virginie, **aucune exclusion définitive** suite à une agression sexuelle n'a jamais eu lieu jusqu'en 2013.
- 95% des directeurs d'université
- **Deux directeurs** d'université **sont interviewés** au cours de ce documentaire, et **35 ont refusé de parler** ou n'ont pas répondu à la demande des réalisateurs.

Pour aller plus loin

France Culture, le 13 octobre 2014, « Les Etats-Unis en lutte contre les viols sur les campus » - Marine de La Moissonnière

Par Marine de La Moissonnière

Après la Californie, c'est l'Etat de New York qui va adopter une nouvelle loi pour empêcher les agressions sexuelles sur les campus américains. On est en train de passer du "*No means no*" ("Non, c'est non") au "*Yes means yes*", écrit Ian Urbina dans les colonnes du New York Times. L'acte sexuel doit être consenti de façon claire, volontaire et affirmée, selon cette nouvelle loi. Le silence ou l'absence de résistance ne peut pas être interprété comme un consentement, précise encore le journal.

Concrètement qu'est-ce que cela veut dire ? s'interroge le *News Days* quotidien new-yorkais qui rapporte que même les défenseurs de cette loi ne sont pas d'accord sur son interprétation. Le journal critique une législation trop intrusive et inutile puisque les Etats-Unis ont déjà des lois sur le sujet.

Cette loi est en tout cas une grande victoire pour Emma Sulkowicz, la "*fille aux matelas*" comme la surnomment les médias américains. Son histoire a fait le tour de la presse internationale. Fin septembre, le magazine du *New York Times* lui consacrait même sa Une. Violée il y a deux ans, depuis la rentrée, depuis un mois donc, elle emporte partout avec elle sur le campus de Columbia le matelas sur lequel les faits se sont produits. Elle le fera jusqu'à ce que son agresseur soit exclu parce que si c'est après lui qu'elle en a, c'est surtout contre l'université qui n'a pas su la protéger qu'elle est en colère. L'administration a refusé de la croire elle mais aussi deux autres étudiantes victimes du même homme, Paul. C'est son nom. Dans les colonnes du magazine du *New York Times*, elle dit de lui que c'était "*un type sympa, cool, mais vraiment fou au fond*". Elle le rencontre à la fraternité Alpha Delta Phi. Banale histoire entre deux jeunes gens avant qu'au cours d'une soirée étudiante, tout dérape. Il la frappe, tente de l'étouffer et la viole.

Des filles comme Emma Sulkowicz, il y en a des centaines aux Etats-Unis, rapporte Jessica Valenti, journaliste du *Guardian*. Elle qui a fait ses études dans une université américaine, se souvient. Il y a 18 ans, c'était déjà comme cela. On entendait parler de filles violées lors de fêtes de fraternités et on en parlait avec une certaine nonchalance comme si cela faisait forcément partie de la vie des fraternités.

Aujourd'hui rien n'a changé. Et Jessica Valenti de citer quelques exemples récents : cette fraternité surnommée l'usine à viols ou bien cette manifestation en 2010, à Yale de membres de fraternités qui hurlaient : "Non, ça veut dire oui. Et oui, ça veut dire sodomie."

En réalité, les choses ont un peu changé. Comme le rappelle le magazine du *New York Times*, depuis que Barack Obama a fait de la lutte contre les agressions sexuelles sur les campus, les Universités n'ont besoin d'être sûres qu'à 51% que les faits ont bien eu lieu pour punir l'auteur présumé. Ce qui est un soulagement pour les victimes puisqu'après tout, c'est parole contre parole alors même qu'elles courent le risque en parlant d'être stigmatisées, humiliées, de peut-être subir des représailles de la part des amis de leur agresseur et de perdre le respect de leurs propres amis, explique le *New York Times*.

Mais surtout un mouvement d'ampleur national né bien avant que la fille au matelas ne fasse parler d'elle. Il est né il y a quelques années sur internet, raconte le magazine du *New York Times*. Un mouvement qui dénonce la pop-culture comme étant la culture du viol, l'être humain n'étant qu'un objet sexuel. Des victimes - ou des survivants ou survivantes comme ils/elles préfèrent qu'on les appelle - se sont organisés en réseau pour aider les autres. En 2012, pour la première fois est publié un récit non anonyme. "*Le silence a le goût de rouille de la honte*", se répétait Angie Epifano. "*Je ne peux pas me taire.*" "*Aujourd'hui, 78 universités américaines - parmi*

lesquelles Harvard, Princeton, Dartmouth, Berkeley, UCLA etc. - font l'objet d'une enquête de la part du ministère de l'Education ", précise le New York Times.

Et il y a donc cette loi qui rappelons-le ne concerne que les campus mais qui devrait faire évoluer la définition du viol dans tout le pays, explique le *New York Times* qui rappelle que jusqu'en 2012, le FBI considérait que c'était un crime dont seules les femmes étaient victimes.

Les législations sont très différentes selon les Etats, détaille encore le quotidien américain. Ainsi pour certains Etats, dire "non" n'est pas suffisant pour que le crime soit constitué. Il faut avoir opposé une résistance physique à son agresseur. D'autres prennent en compte le contexte de la relation sexuelle dans son ensemble ou bien la différence d'âges entre les partenaires, s'ils sont mariés.

Autres exemples cités par le *New York Times* : il y a encore 6 ans, des Etats du Sud et de l'Ouest considéraient que des relations sexuelles entre un Noir et une Blanche pouvaient constituer un viol. En 1998, le Mississippi est le dernier Etat à considérer qu'il n'y avait pas viol si la femme n'avait pas une attitude chaste.

The New York Times, September 21, 2015, « 1 in 4 Women Experience Sexual Assault on Campus » - Richard Pérez-Peña



In four years of college, more than one-fourth of undergraduate women at a large group of leading universities said they had been sexually assaulted by force or when they were incapacitated, according to one of the largest studies of its kind, released Monday.

Responding to a survey commissioned by the Association of American Universities, 27.2 percent of female college seniors reported that, since entering college, they had experienced some kind of unwanted sexual contact — anything from touching to rape — carried out by incapacitation, usually due to alcohol or drugs, or by force. Nearly half of those, 13.5 percent, had experienced penetration, attempted penetration or oral sex.

The survey bolstered findings from previous studies but stands out for its sheer size — 150,000 students at 27 colleges and universities took part last spring — and for the prominence of the institutions involved, which include many of the nation's elite campuses, including all of the Ivy League except Princeton.

Last year, President Obama convened the first White House task force on college sexual assault, part of a growing demand for colleges to acknowledge, measure and address the problem. That task force, like members of Congress and victim advocates, called on colleges to conduct rigorous "campus climate" surveys, including detailed information on the frequency of assault and harassment.

Previous studies have estimated that about one in five women are sexually assaulted while at college, though comparisons are difficult because the studies use varying definitions of sexual assault.

The new study cautioned that only 19 percent of students responded to the survey, far below the rates of some previous studies.

The A.A.U. survey found that even in the most serious assaults, those involving penetration, almost three-fourths of victims did not report the episode to anyone in authority, let alone law enforcement. The reason victims gave most often for not reporting episodes was that they did not think the episodes were serious enough to report; others said they felt ashamed, or did not think they would be taken seriously.

"This survey is significant confirmation of a major problem, and it confirms what we've been saying about the mind-set on campus and the reception survivors expect to encounter," said Zoe Ridolfi-Starr, deputy director of Know Your IX, an advocacy group that fights sexual assault.

Most of the institutions in the study released their own figures from the survey, and several of the most respected ones had some of the highest rates of sexual assault by force or incapacitation for undergraduate women — 34.6 percent at Yale, 34.3 percent at the University of Michigan, and 29.2 percent at Harvard.

The findings were “profoundly troubling,” said Yale’s president, Peter Salovey. Yale’s handling of sexual assault has come under particular scrutiny in recent years, and the university has taken a number of steps to address it. Thomas Conroy, a university spokesman, said Monday that because the A.A.U. report was the first of its kind for Yale it was impossible to know whether those measures had paid off.

Senator Kirsten Gillibrand, Democrat of New York, praised the study but expressed impatience that Congress had not acted to force colleges to improve their handling of sexual assault. “How many surveys will it take before we act with the urgency these crimes demand?” she asked.

Some previous studies have focused more narrowly on rape and attempted rape, but the A.A.U. survey included much broader categories. It found that, when including acts carried out without force or incapacitation but with coercion or a lack of consent — which some colleges now define as sexual assault — one-third of senior women had experienced unwanted sexual contact during college.

John D. Foubert, a professor of higher education at Oklahoma State University who studies campus sexual assault, said he was troubled by the low response rate and by the A.A.U. study’s use of slightly different definitions from previous studies.

“This is pretty consistent with what we’ve seen before,” he said.

Across the 27 universities, men experienced much lower — but still significant — rates of sexual assault than women; 8.6 percent of male seniors said they had experienced some kind of unwanted sexual contact, including 2.9 percent who said they had experienced penetration, attempted penetration or oral sex, carried out by force or incapacitation.

Transgender students and others who do not identify as either male or female had higher rates of assault than women. Experts said this was the first large-scale study they knew of to measure the extent of the problem for transgender students.

Télérama, le 24 novembre 2015, « Entretien avec Nathalie Coulon : qu’en est-il des agressions sexuelles sur les campus en France ? » - Marie-Hélène Soenen

Dans *Terrain de chasse*, le réalisateur Kirby Dick dénonce le fléau des viols sur les campus américains et la non-gestion des plaintes par l'administration universitaire. Sa démonstration s'appuie sur une foule de statistiques qui permettent d'appréhender très précisément l'ampleur du problème. Quelle est la situation dans les facs

françaises ? Nous avons posé la question à Nathalie Coulon, maîtresse de conférences en psychologie cognitive de l'éducation à Lille 3 et coordinatrice de la première Cellule de veille et d'information sur le harcèlement sexuel à avoir vu le jour dans l'enseignement supérieur, en 2006.

Existe-t-il un diagnostic des violences sexuelles dans les universités françaises ?

Il n'y a aucune statistique, mais les violences sexuelles existent et sont une réalité connue du ministère, qui a mis en place une politique de lutte contre les violences de genre et les violences faites aux femmes dans l'enseignement supérieur et la recherche depuis 2012. En France, l'enjeu n'est pas de dénoncer une épidémie de viols, mais de faire reconnaître la réalité du harcèlement sexuel, qui reste taboue, et d'obtenir des sanctions à la hauteur des faits.

Le film met en lumière le poids des fraternités et la place très particulière des étudiants sportifs dans les universités américaines. L'impunité dont les unes et les autres bénéficient serait une des causes principales de l'omerta qui règne sur les campus américains. Ces spécificités n'existent pas en France...

Nous n'avons pas de sportifs, mais l'enseignement supérieur est un environnement concurrentiel où certains comportements pourraient ne pas être dénoncés ni sanctionnés sous couvert d'excellence. Mettre en cause un chercheur excellent, c'est-à-dire qui publie, qui rapporte des contrats et de l'argent, est compliqué pour des étudiants qui se demandent ce que vaudra leur parole contre celle d'un pont. La relation de dépendance entre une doctorante et son directeur de thèse est la plus difficile, car elle engage l'avenir tout entier de la doctorante. Comme le montre très bien le film, le prestige n'empêche pas la violence, mais c'est encore un impensé dans l'enseignement supérieur.

Combien de cas ont été traités par la cellule de Lille 3 depuis 2006 ?

Trente cas. Nous avons vu toutes les configurations : violences ou harcèlement sexuel entre étudiants, entre personnels administratifs, entre enseignants... Dénoncer est difficile, beaucoup de victimes se sentent coupables et ne veulent pas faire de tort au harceleur. Pour qu'il y ait sanction, il faut accepter d'aller témoigner à visage découvert, c'est une épreuve.

Aux Etats-Unis, des victimes ont constitué un réseau d'entraide à travers tout le pays. Y a-t-il un mouvement similaire en France ?

L'équivalent de l'action d'Annie Clark et Andrea Pino dans le film est porté en France par Clasches, Collectif de lutte anti-sexiste contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur, créé par des doctorantes en 2002. Elles ne sont pas forcément victimes, mais elles dénoncent l'omerta et le manque de résultats des

procédures disciplinaires. Clasches s'appuie sur un réseau et a produit un « Guide pratique pour s'informer et se défendre ». Ses actions portent peu à peu leurs fruits. Il publiera bientôt un vade-mecum à destination des universités, où seront présentés des modèles d'action, de prévention et d'accompagnement. Notre cellule de veille a, quant à elle, inspiré Lille 1, Sciences-Po Paris et Bordeaux-Montaigne, qui ont créé les leurs, et un projet existe à Rennes... C'est le maillage de terrain, l'échange de pratiques qui sont efficaces.